

france3-regions.franceinfo.fr

"Les parents étaient au bord des larmes". Une famille algérienne sous le coup d'une OQTF, la mairie accepte le

Mathilde Riou

4-6 minutes

Samedi 6 décembre 2025 fut une journée chargée en émotions pour la famille Ait Ali : le maire de Canteleu, près de Rouen (Seine-Maritime) a célébré le parrainage républicain des deux enfants, qui ont toujours été scolarisés en France.

C'est une lueur d'espoir dans le combat de la famille AIT ALI. [Sous le coup d'une OQTH](#), les parents et leurs deux enfants peuvent à tout moment être renvoyés en Algérie. Ce retour dans leur pays d'origine serait vécu comme un drame pour cette famille très bien intégrée à Canteleu dont les deux enfants ont toujours été scolarisés en France et n'ont aucun souvenir en Kabylie.

Une mobilisation s'est mise en place au niveau de leur école et des parents d'élèves. Marceau Privat, ancien directeur de l'école Monet, désormais à la retraite, poursuit ce combat. Il a d'ailleurs été désigné comme le parrain de Massinissa et Salem, c'est une maman d'élève qui assure le rôle de marraine.

Depuis une année, RESF (Réseau éducation sans frontières) et la FSU SNUipp entourent cette famille qui vit avec cette épée de Damoclès.

"En juin, l'idée du parrainage avait été actée puis les vacances d'été sont passées par là. Nous nous sommes rendus ensuite en mairie pour relancer la procédure et tout s'est accéléré la semaine de la cérémonie car nous avons appris jeudi qu'elle aurait lieu samedi" explique Marceau Privat.

"On a fait ça de manière très officielle, c'était très émouvant : les parents étaient au bord des larmes c'était impressionnant !" ajoute-t-il. Il reconnaît que "c'est une étape, j'ai fait ce que je pouvais avec les moyens qui sont les miens mais après on le sait bien c'est politique".

[Le parrainage républicain des enfants a eu lieu samedi 6 décembre 2025.](#) • © Marceau Privat

Une précipitation expliquée par l'agenda chargé du maire de Canteleu, Tom Delahaye *"en faisant le point avec mon équipe, j'ai vu qu'à cette date des élus pouvaient être présents. Et si on la faisait plus tard, on aurait été trop proches des élections municipales."*

L'édile estime avoir joué sa dernière carte avec ce parrainage républicain des enfants Ait Ali : *"j'avais déjà écrit un courrier à la préfecture qui n'avait pas porté ses fruits. J'avais envie d'aider cette famille"*

en difficulté qui est très bien intégrée dans le tissu associatif et dans la vie locale".

Le maire tient à nous rappeler que ce parrainage est porté par le CCAS (Centre communal d'action sociale) et qu'il n'y a aucune récupération politique *"j'y vais parce que j'ai des convictions sociales et de gauche et j'assume cet engagement"*. *"Même si généralement quand il y a un parrainage ils regardent à deux fois avant d'expulser les gens. La préfecture sait qu'ils ont du soutien"* ajoute Marceau Privat.

Rappelons que [la pétition mise en ligne comptabilise aujourd'hui plus de 1 500 signatures.](#)

En mai dernier, la préfecture de Seine-Maritime nous avait précisé que *"le couple étant de nationalité algérienne, leur droit au séjour est régi exclusivement par l'accord franco-algérien qui exclut l'admission exceptionnelle au séjour tel que prévue à l'article L. 435-1 du CESEDA. Toutefois, leurs demandes ont été examinées et, à l'issue, un refus de séjour et une mesure d'éloignement ont été pris à leur encontre. L'arrêté d'obligation de quitter le territoire mentionne l'ensemble de l'analyse de la situation du couple et les motifs de cette décision."*

La cour d'appel de Douai a rendu un appel négatif. Les membres du RESF vont se renseigner pour connaître les autres recours possibles notamment auprès de la Cour européenne.